



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

28/03/2024

## **À la guerre sociale du pouvoir et du patronat répondre par la lutte et il y a urgence !**

Les comptes sont dans le rouge, Macron a réuni Gabriel Attal, Bruno Le Maire, Darmanin et ses principaux ministres pour décider d'élaguer les budgets de l'État!

L'ampleur de la coupe s'annonce brutale. Alors que le gouvernement tablait sur un déficit public de 4,9% (138 milliards d'euros) pour l'année 2023, l'INSEE annonce un déficit de 5,6% (157 milliards d'euros).

### ***Les ministres font le service après vente.***

Gabriel Attal annonce la couleur au JT de TF1 mercredi soir. Une nouvelle offensive se prépare contre l'assurance-chômage. Début mars, Gabriel Attal disait déjà vouloir « *tourner notre modèle social davantage vers le travail* ». L'objectif est clair: faire travailler plus, tout en réduisant les droits sociaux. Désindexer les pensions retraites de l'inflation, réduire les cotisations sociales, augmenter la TVA, réduire les budgets de l'enseignement et de la recherche, la formation, de la sécurité sociale, le remboursement des affections longues durées, l'assurance chômage dont il a dessiné des pistes comme la durée d'indemnisation<sup>(1)</sup>. Attal veut « *réduire cette durée d'indemnisation de plusieurs mois* » cynique il ajoute « *je ne pense pas qu'il faut que ça aille en dessous de 12 mois.* » Autre piste pour Attal, l'indemnisation des seniors déjà annoncé en novembre par Bruno Le Maire pour réduire la durée d'indemnisation maximale des plus de 55 ans qui s'élève actuellement à 27 mois. Cette mesure prend en compte la difficulté pour les seniors de trouver un emploi, Attal et Le Maire osent affirmer que les « *seniors* » profiteraient du système pour partir en préretraite, faux dans 40% des cas, à 59 ans, un senior se retrouve indemnisé par l'assurance chômage en raison d'un licenciement ou d'une fin de CDD dans 34% des cas et plus d'1 licenciement sur 4 est dû à une inaptitude. Si le niveau d'emploi des seniors est plus faible c'est d'abord en raison de la détérioration de l'état de santé des travailleurs âgés qui ne leur permet plus de reprendre un emploi. Honteux de faire passer pour des « *profiteurs* » les chômeurs pour les obliger à accepter n'importe quel emploi.

### ***La Cour des comptes appelle à faire jusqu'à 50 milliards d'économie d'ici 2027***

Macron ne compte pas s'arrêter là et envisage de nombreuses autres attaques, notamment sur le terrain de la santé. L'aggravation du déficit annoncée cette semaine contraint le gouvernement à donner des gages pour rassurer marchés et agences de notation. Il tient surtout le motif idéal pour justifier de nouvelles offensives contre les français tout en réaffirmant son refus de toucher au profit du capital<sup>(1)</sup>:

\*« *Nous avons baissé les impôts de plus de 50 milliards d'euros depuis qu'Emmanuel Macron a été élu président de la République* » claironnait Le Maire sur BFM en juillet dernier. Un trou dans le budget alors que le gouvernement a supprimé les impôts de production, l'Impôt Sur la Fortune (ISF) et multiplié les cadeaux aux riches et aux entreprises comme le crédit impôt-recherche 6 milliards par an, subvention de l'apprentissage pour finir une main d'œuvre à très bas coût etc.

\*les profits capitalistes ont explosé le CAC 40 bat des records 144 milliards de bénéfices dont 97 ont été redistribués aux actionnaires.

\*Les 42 milliardaires français ont empoché en 3 ans plus 230 milliards, 3 fois le budget de l'éducation nationale ou l'équivalent de la totalité des dépenses santé de 68 millions de français.

***Le gouvernement s'attaque à nouveau aux plus fragiles :***

Une loi rectificative du budget 2024 pourrait être imposée par 49-3 dès les prochains mois, le budget 2025 présenté à la rentrée 2024 sera pour le gouvernement l'occasion d'une pluie d'attaques et de rognages dans tous les secteurs. Un ministre confie à la presse que « *les APL ça sert à rien ça nous coûte 14 milliards* ». Avec Macron les premières victimes de sa guerre sociale sont la santé, l'éducation, la recherche, le logement, l'environnement<sup>(3)</sup>. Le gouvernement mène une bataille contre les remboursements de soin, s'attaque aux malades chroniques, le chômage, le RSA et les arrêts du travail pour encore plus de transferts vers le capital... le projet du gouvernement est clair : « *rigueur* » partout, sauf en ce qui concerne les cadeaux aux entreprises, autour de 190 milliards d'euros par an, le budget de la police (+15 milliards sur 5 ans dans la dernière LOPMI) ou de l'armée, 413 milliards pour la période 2024-2030. Pour soutenir l'effort de guerre de l'OTAN en Ukraine l'accord bilatéral de sécurité entre la France et l'Ukraine s'accompagne d'une enveloppe de 3 milliards.

### ***Le magot des réserves***

Quand l'Etat a besoin d'argent, il lorgne sur les réserves des institutions paritaires<sup>(4)</sup>.

En pleine réforme des retraites, en 2023, le gouvernement a tenté d'en capter 1 à 3 milliards par an sur les régimes de retraite complémentaire : Agirc-Arrco a constitué 68 milliards d'euros de réserves.

Il se sert régulièrement dans les caisses d'Action logement, « *1 % logement* ». En 2020, par exemple, pour boucler son budget le gouvernement a ponctionné 500 millions. Sa volonté de capter 300 millions supplémentaires en 2023 a échoué. Mais vu l'état des finances publiques, on peut s'attendre à de nouvelles tentatives... **L'exécutif affirme ainsi aujourd'hui sa légitimité à gérer l'assurance chômage une enveloppe de 235 milliards d'euros de prestations !**

### ***La question de développer la mobilisation partout et plus forte est posée.***

La question du salaire est la première revendication avec les conditions de travail et ces dernières semaines la lutte monte dans les entreprises: mobilisation massive des personnels de l'Éducation Nationale une nouvelle *grève* prévue mardi 2 avril 2024. Le jeudi 04 avril mobilisation du social et du medico-social. Grève à la RATP le 4 avril 2024. **Les contrôleurs de la SNCF se mettront en grève du mardi 30 avril 2024 jusqu'au vendredi 31 mai 2024.** Dans les départements les salariés s'organisent, les luttes fleurissent en ce printemps. C'est aussi le mouvement des agriculteurs qui continue ...

Toutes ces luttes montrent la détermination des travailleurs, de la jeunesse, du peuple.

Les militants syndicaux sont poursuivis en justice, le droit de grève est remis en cause et les directions syndicales sont toujours arrimées au dialogue social avec les ministres et le patronat, très loin de l'offensive à mener contre le capital, contre les attaques des chômeurs, du RSA, de l'école, du service public. L'heure n'est pas à la pause ni au compromis avec le capital et le gouvernement, l'heure est à la lutte.

Face à l'offensive anti sociale du gouvernement c'est une réponse collective dont nous avons besoin. La question de la riposte aux attaques est plus que jamais posée. Les directions syndicales ne doivent plus poursuivre tranquillement le « *dialogue social* » avec le gouvernement cette stratégie ouvre la voie à des attaques de grande ampleur. Il y a donc urgence d'arrêter le maintien de cette logique et à construire une riposte d'ensemble, de construire un plan de bataille et de luttes qui articulent le refus des attaques austéritaires du gouvernement et les revendications salariales.

**Face à la violence de la politique du capital conduite par Macron et le capital une seule réponse : organiser la résistance populaire et la lutte.**

<sup>(1)</sup> En 2017 la durée d'indemnisation maximum était de 24 mois. Elle a été abaissée à 18 mois, tout en durcissant les conditions d'accès.

<sup>(2)</sup> Comité National du Parti Révolutionnaire Communistes du 09 mars : « *Un personnel dirigeant directement lié au patronat. : les deux tiers des membres du gouvernement Attal, se situent parmi les 10 % les plus fortunés de France, la moitié avec 1,03 million d'euros est classée dans la tranche des 5 % les plus fortunés et neuf de ces membres dans la tranche des 1 % les plus riches, à plus de 2,2 millions d'euros. En 2023, 50 % des ménages ne possédaient que 8 % du patrimoine. La plupart des membres du gouvernement Attal ont d'abord été des dirigeants des entreprises du Cac 40, des PDG, des propriétaires de grandes entreprises capitalistes* »

<sup>(3)</sup> Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aigüe a plus que doublé dans le monde, passant de 149 millions de personnes avant la pandémie à 333 millions en 2023.

<sup>(4)</sup> Le paritarisme de gestion a été mis en place par le Conseil national de la Résistance (CNR) à la fin de la Seconde Guerre mondiale : déléguer la gestion de la Sécurité sociale aux salariés et aux employeurs. Au fil des années, de nouvelles missions sociales ont été organisées dans ce cadre : la retraite complémentaire (Agirc en 1947 et Arrco en 1961), le « *1 % logement* » (1953), l'assurance chômage (1958) et la formation professionnelle (1970).

En 1996, au motif que la Sécurité sociale ne concerne pas que les salariés mais l'ensemble de la population, le gouvernement Juppé a repris la main sur la gestion de l'assurance maladie. Depuis, son budget est fixé chaque année par les lois de financement de la Sécurité sociale (LFSS).